



**RAPPORT D'ATTAC-QUÉBEC  
VI<sup>e</sup> FORUM SOCIAL MONDIAL  
Caracas, Venezuela, 24-29 janvier 2006**

Par Karine Peschard (sauf là où d'autres noms figurent)  
Avec la collaboration de Monique Jeanmart, Catherine Caron et Robert Jasmin

Avant-propos .....	2
Enjeux et analyse	
Amérique latine : entre militarisation et intégration .....	3
Amérique du Nord : vers une nouvelle génération d'accords commerciaux.	5
OMC : la bataille de Hong Kong .....	6
Le futur du FSM .....	8
Assemblée mondiale des peuples .....	9
ATTAC et le FSM .....	10
Atelier d'ATTAC-Québec et retombées .....	10
Sites et liens en référence avec le FSM .....	11
Annexes :	
Annexe A : Compte-rendu de la réunion des ATTAC du monde .....	11
Annexe B : Appel de Caracas .....	12

## Avant propos

Pour la première fois, le Forum social mondial était cette année de nature polycentrique, se déroulant parallèlement dans les villes de Bamako (Mali), Caracas (Venezuela) et Karachi (Pakistan).<sup>1</sup> Cette formule visait à élargir la base sociale du FSM ainsi qu'à approfondir certains thèmes régionaux.

Le présent rapport porte sur le Forum de Caracas, auquel ont participé les délégués d'ATTAC-Québec. Le VI<sup>E</sup> FSM Caracas – qui coïncidait avec le II Forum social des Amériques<sup>2</sup> - a réuni environ 70 000 participants dans la capitale du Venezuela, du 24 au 29 janvier 2006. La délégation d'ATTAC-Québec comptait cette année une quarantaine de personnes, dont cinq membres du CA. ATTAC-Québec y animait un atelier sur la criminalité financière internationale en plus de participer à un atelier sur la lutte contre le néolibéralisme au sein des universités.

Le VI<sup>E</sup> FSM prend place dans un contexte de crise de légitimité du néolibéralisme en Amérique latine, lié à l'intensification de la présence militaire étatsunienne, à l'absence des résultats promis des politiques néolibérales et à la répression des mouvements sociaux. Si un vent de gauche semble souffler sur l'Amérique du Sud, avec l'élection de gouvernements de gauche ou de centre-gauche au Brésil, en Argentine, en Uruguay, au Chili et en Bolivie - on ne peut toutefois en dire autant de l'Amérique centrale, dont les gouvernements sont alignés sur les intérêts des Etats-Unis et où les mouvements sociaux continuent d'être sévèrement réprimés.

Le forum prenait également place dans un contexte particulier, celui de la « révolution bolivarienne » initiée par le gouvernement d'Hugo Chavez il y a sept ans. Les revenus du pétrole sont utilisés pour financer des programmes sociaux (appelés « missions ») dans les quartiers et régions pauvres du pays, dans les secteurs prioritaires de l'alphabétisation, de l'éducation et de la formation, de la santé et de la sécurité alimentaire. Les missions s'inspirent en fait d'initiatives populaires antérieures à l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez. Ainsi, le mouvement populaire de la communauté de La Vega, en périphérie de Caracas - que nous avons eu la chance de visiter dans le cadre de la Mission Québec et qui est considérée comme un modèle d'auto organisation – remonte à plus de 25 ans. De tels changements ne se font évidemment pas sans heurts et sans rencontrer de résistances. Comme l'a observé un militant syndical vénézuélien : « Ici, nous sommes loin du paradis auquel nous aspirons, mais également loin de l'enfer qu'on veut nous imposer ».

Plusieurs personnes impliquées dans l'organisation du forum étaient préoccupées par la question de l'indépendance du forum : le représentant vénézuélien au comité organisateur, Jacobo Torres de Leon, soutient que le comité organisateur a su défendre et assurer l'indépendance politique du Forum. Nous avons entendu d'autres témoignages à l'effet contraire et, de l'aveu même de Torres de Leon, cette question a profondément divisé le comité organisateur. Quoi qu'il en soit, en tant que délégués et participants, nous n'avons rien observé qui permette d'affirmer que le gouvernement ait exercé une influence indue sur l'orientation politique du Forum. Il faut dire

---

<sup>1</sup> Le forum de Karachi a dû être reporté à la fin mars en raison du tremblement de terre.

<sup>2</sup> Le premier Forum social des Amériques a réuni environ 15 000 participants à Quito, en Équateur, en juillet 2004.

que le Forum, par sa nature –des centaines d’ateliers et activités, la vaste majorité autogérée, se déroulant sur plus de 10 sites - se prête mal au noyautage.

Une difficulté additionnelle tenait au fait que, comme l’a observé Jacobo Torres de Leon, le Venezuela n’a pas une « culture des forums », comme c’est le cas du Brésil par exemple. Malgré ces difficultés et les ratées inévitables dans un événement d’une telle ampleur, le Forum a sans conteste été un succès, tant au niveau logistique qu’au niveau de la qualité des ateliers. Cette année, le forum comptait moins de personnalités et faisait une plus grande place aux activités autogérées. En somme, si la décision de tenir le forum dans la capitale vénézuélienne comportait le risque d’être interprétée (ce qu’elle a été, si on se fie à la couverture journalistique) comme un endossement inconditionnel du gouvernement Chavez par le mouvement altermondialiste, elle avait aussi l’avantage d’insuffler un nouveau dynamisme au forum.

Ce rapport est un compte-rendu, nécessairement partiel, du Forum. L’importance de notre délégation nous a tout de même permis de couvrir un certain nombre d’ateliers et de thématiques.

Le rapport aborde, dans un premier temps, quelques enjeux qui sont au cœur des batailles que mène ATTAC et qui ont donné lieu, à Caracas, à de nombreuses activités (militarisation, accords internationaux et de libre échange, institutions internationales, OMC, etc.). Il se penche aussi sur une question centrale, tant pour le FSM que pour ATTAC (qui, rappelons-le, en est un membre fondateur) : quel avenir pour le Forum social mondial?

Dans un deuxième temps ce rapport se penche plus spécifiquement sur la participation d’ATTAC au FSM : la réunion de groupes d’ATTAC du monde mais surtout, sur la participation d’ATTAC-Québec aux ateliers, aux rencontres et réunions de groupes spécifiques, ainsi que sur les retombées de cette participation. Finalement, vous trouverez à la fin du rapport une liste de documents et de sites en lien avec le FSM.

## **Enjeux et analyse**

La nature polycentrique du Forum influençait évidemment la nature des thèmes abordés. Prédominaient l’impérialisme et la militarisation; l’intégration latino-américaine; les accords de libre-échange (ZLÉA, accords bilatéraux et « ALÉNA+ »); et l’Organisation mondiale du commerce (OMC).

### *Amérique Latine : entre militarisation et intégration*

On relève à l’heure actuelle deux tendances opposées dans la région : d’une part, la volonté des États-Unis d’accroître leur présence militaire en Amérique latine et, d’autre part, les efforts de certains pays latino-américains de diminuer leur dépendance commerciale et économique vis-à-vis des États-Unis (c’est le cas du Brésil et du Venezuela) et de favoriser l’intégration endogène de la région (à travers Telesur par exemple).

Les participants au forum ont abondamment dénoncé la dérive sécuritaire des États-Unis dans l’après-11 septembre 2001, en particulier la volonté affichée des États-Unis d’accroître leur

présence militaire en Amérique latine. La situation est particulièrement sombre en Amérique centrale, où les gouvernements sont en majeure partie pro États-Unis, et où les intérêts stratégiques des États-Unis sont assurés à travers le Plan Panama. Une force régionale d'action rapide a été formée, soi-disant pour contrer le narcotrafic et le terrorisme, mais qui s'emploie également à « décourager » toute opposition aux traités de libre-échange. À El Salvador, par exemple, une loi anti-terroriste interdit toute manifestation. Les États-Unis possèdent également des bases militaires en Colombie, en Equateur et au Paraguay. Dans ce dernier pays, les « conseillers » militaires états-uniens disposent d'une pleine immunité diplomatique. C'est dans ce contexte qu'une campagne pour le démantèlement de toutes les bases états-uniennes à l'extérieur des États-Unis a été lancée lors de la journée mondiale de mobilisation contre la guerre en Irak (18 mars 2006).

Face à cet impérialisme états-unien, un thème récurrent (et une préoccupation majeure) de ce forum était sans conteste la question de l'intégration latino-américaine. Des alliances sont formées à l'intérieur de la région, mais elles sont - non pas tant stratégiques - que circonstancielle et tactiques, et donc fragiles. Parmi les conditions proposées afin de promouvoir une plus grande intégration, il y a la nécessité de surmonter les divisions et la compétition; de diminuer les inégalités au sein de la région<sup>3</sup>; et de réaliser l'intégration énergétique.

Au niveau syndical, le secrétaire général de l'ORIT, Victor Baez a souligné qu'à l'image du processus d'unification syndical qui est en cours au niveau mondial,<sup>4</sup> au niveau des Amériques, un débat est en cours au sein de l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (ORIT) et de la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT). Mais alors que l'ORIT privilégie une intégration pan-américaine (i.e. Amérique du Nord, Centrale et du Sud), la CLAT, elle, défend l'intégration de l'Amérique du Sud sur la base d'une (présumée) unité culturelle. C'est cette dernière option qui semble pour le moment prévaloir, au risque de diviser les travailleurs du Nord et ceux du Sud du continent.<sup>5</sup>

D'autre part, avec l'échec partiel du projet de zone de libre-échange panaméricaine (la ZLÉA), les États-Unis redoublent d'efforts pour conclure des accords bilatéraux. Des accords ont déjà été conclus entre les États-Unis et le Chili, l'Uruguay, le Pérou, l'Amérique centrale (CA4FTA), et bientôt la Colombie. Ces derniers incluent souvent des clauses plus néfastes pour les pays du Sud que celles que l'on retrouve dans l'ALENA, d'où l'appellation de « ZLÉA+ ». Lorsqu'il est question d'accords bilatéraux, on pense en premier lieu aux États-Unis, mais le Canada, l'Union Européenne ainsi que l'APEC (*Asia-Pacific Economic Cooperation*) sont également engagés dans ce processus.<sup>6</sup>

Il est important de souligner que ces accords ne sont pas de simples accords commerciaux mais des instruments politiques. La stratégie américaine a changé depuis le 11 septembre et on assiste

---

<sup>3</sup> À travers des mécanismes comme le fonds structurel du Mercosur, par exemple.

<sup>4</sup> Comme en témoigne la fusion de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et de la Confédération mondiale du travail (CMT) le 1<sup>er</sup> novembre dernier.

<sup>5</sup> Sur le mouvement syndical dans les Amériques, voir le site de l'Observatoire des Amériques à : [www.ameriques.uqam.ca](http://www.ameriques.uqam.ca)

<sup>6</sup> L'APEC a conclu des accords notamment avec le Brésil, l'Argentine et les Caraïbes.

à l'émergence d'une nouvelle génération de traités de libre-échange qui incluent une dimension militaire et sécuritaire.

Finalement, malgré l'échec apparent des négociations de la ZLÉA, il ne faut pas perdre de vue que l'accord de Mar del Plata (appuyé par les É.-U., le Canada, le Mexique, le Chili et la Colombie) renouvelle le mandat de négociation de la ZLÉA.

### ***Amérique du Nord :***

*Vers une nouvelle génération d'accords commerciaux où prédomine la sécurité des É.-U.*

*Par Ghislaine Raymond*

Cette rencontre, tenue le 25 janvier 2006, était parrainée par l'*Alliance sociale continentale* (ASC). Elle a réuni les quatre réseaux sociaux d'Amérique du Nord : *Alliance for Responsible Trade* (ART- US), *Réseau mexicain d'action face au libre-échange* (RMALC), *Common Frontiers* (Canada) et *Réseau québécois sur l'Intégration continentale* (RQIC).

La cinquantaine de participants à cet atelier ont discuté des enjeux pour la société civile du *Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité* (PSP) - également connu sous le nom d'ALÉNA+ ou d'intégration en profondeur - et qui a été créé le 23 mars 2005.

Cette nouvelle stratégie régionale de libre-échange vise à garantir la domination des États-Unis dans l'hémisphère Nord et à compenser « l'échec » de la ZLEA. C'est dans ce cadre que se situent les ententes à venir sur la carte d'identité qui sera obligatoire pour entrer aux É.-U. à partir de 2007, le projet de bouclier anti-missiles et une éventuelle clôture à la frontière canadienne et mexicaine. Cette militarisation feutrée ne peut être dissociée des atteintes aux libertés civiles aux É.-U. et des conséquences de la loi C-36 dans le cas Maher Arar par exemple.

Cet accord en profondeur - qui n'a pas été débattu au Parlement - a pour objectif l'harmonisation des lois des trois pays en matière d'environnement et d'énergie. Des marchés sécurisés prévoient entre autres que l'Alberta sera dans l'obligation d'approvisionner les É.-U. en pétrole, et cela même si la population de cette province ou celle du Canada était aux prises avec une pénurie.

Des objectifs similaires sont recherchés entre autres dans le domaine de l'eau, de l'acier, de la téléphonie, de l'auto et du vêtement, sans oublier les services publics (par ex. UPS-Poste Canada).

Au plan politique, ce n'est plus le Parlement qui est appelé à suivre ces dossiers. Ce sont plutôt des groupes sélects d'entreprises qui exercent des pressions sur les gouvernements des trois pays. Les décisions sont prises au Cabinet du Premier Ministre, sans débats parlementaires. C'est aussi le cas des accords de libre-échange É.-U./Amérique Centrale.

Les luttes contre l'ALENA+ et contre la ZLEA menées à l'échelle des Amériques par les membres de l'ASC ont jusqu'à maintenant été principalement défensives.

Les 4 axes sont la lutte contre :

- les traités de libre-échange

- la sécurité et la militarisation
- la dette et les institutions financières internationales
- les transnationales du continent

Cette lutte défensive doit passer à une nouvelle étape et passer à l'offensive. Les participants de l'atelier ont convenu de la nécessité de cibler des actions communes pour faire dérailler cet accord au profit des transnationales. La colère des agriculteurs mexicains jointe à la résistance d'organisations d'ici tel l'UPA et l'Union paysanne pourrait servir de levier à cette offensive.

### **OMC : la bataille de Hong Kong**

*Par Catherine Caron*

De manière à nourrir le travail d'ATTAC-Québec sur l'OMC, je me suis principalement concentrée sur la question du libre-échange et de l'OMC au FSM. Il y avait une foule d'activités sur ces sujets! De ma première activité, **l'Assemblée des mouvements sociaux**, jusqu'à la dernière, la **conférence intitulée La Bataille de Hong Kong**, un mot d'ordre puissant a été envoyé aux participants : il y a urgence, il faut une mobilisation massive pour stopper l'OMC d'ici juin. Pourquoi? Parce que lors de la ministérielle de Hong Kong, tout en faisant croire qu'ils étaient déçus du résultat final, les multinationales et milieux d'affaires ont gagné contre les pays pauvres et en développement, et la société civile en général. Non seulement l'OMC a survécu à une grave crise mais elle ressort dynamisée avec :

- 1- un système de négociations de l'AGCS amélioré pour imposer la libéralisation des services;
- 2- des subventions à la production agricole intérieure intactes dans les pays riches qui permettront d'étendre le système de dumping (agriculture, coton) vers les pays pauvres (seules les subventions à l'exportation devront être éliminées en 2013, ce qui est peu de chose);
- 3- des mesures injustes concernant l'ouverture des marchés aux produits non agricoles (incluant les ressources naturelles, les minéraux, les forêts, les zones de pêche). Les produits manufacturés des pays riches vont pouvoir concurrencer ceux des pays en développement sans que ces derniers puissent se protéger (parce qu'ils devront réduire leurs droits de douane);
- 4- Le maintien du mécanisme prouvé impraticable qui empêche l'accès aux médicaments essentiels dans les pays n'ayant pas de capacité de production pharmaceutique (sida);
- 5- Un « Paquet développement » bidon qui va essentiellement endetter davantage les pays.

Lors d'une **rencontre stratégique** et lors de la **conférence sur Hong Kong**, le discours très mobilisant de Lori Wallach (*Public Citizen*) et celui très émouvant de Mikyung Ryu (coordonnatrice coréenne de la mobilisation à Hong Kong) ont été marquants. Aux yeux de Wallach, les bonzes de l'OMC ont quelques mois pour régler des centaines de détails nécessaires pour boucler le cycle de Doha et aller de l'avant. Les opposants n'ont qu'à trouver 2-3 talons

d'Achille pour faire dérailler l'OMC. Le défi peut être relevé! En gardant en tête qu'arrêter l'OMC, c'est frapper un pilier du système de domination économique (FMI, BM, OMC) et créer un effet mobilisateur majeur pour toutes les autres luttes. Une intervenante de l'Uruguay a souligné que pour contourner la difficulté de travailler sur cette question complexe, ils avaient décidé de se concentrer sur la question fondamentale de l'eau. Deborah Bourque, du Congrès du travail canadien, a bien parlé de l'expérience de lutte acquise au Canada (ALE, AMI, contestation actuelle en cours du fameux chapitre 11 de l'ALÉNA). Elle a insisté sur le fait que les syndicats des pays riches doivent faire plus. Aux yeux du représentant de Via Campesina, la construction du rapport de forces est prioritaire, avec l'arrêt du dumping et le droit pour les pays de protéger leurs frontières. Pour Walden Bello (*Focus on the Global South*), le Venezuela, qui résiste plus efficacement que d'autres à l'OMC, peut jouer un rôle d'opposition crucial pour la stopper (mais risque de refuser de le faire pour ne pas irriter le Brésil).

Le message envoyé dans **l'atelier de l'Alliance sociale continentale sur la ZLÉA**, c'est qu'elle n'est pas morte et se morcelle et se réinvente à travers une multitude d'accords bilatéraux. Ceux-ci sont plus difficiles à combattre parce que le pays faible se retrouve isolé face aux États-Unis ou à l'Union Européenne; cela multiplie les luttes à mener. Le lien étroit entre le système du libre-échange et la militarisation a été évoqué par tous les intervenants aussi dans **l'atelier sur l'Aléna +**. Le « + », c'est le projet *Security and Prosperity Partnership of North America*, initié par les milieux d'affaires et par l'armée, à l'abri d'un débat public crucial. Notre souveraineté et nos ressources (eau, pétrole) sont en jeu. Les réseaux qui organisaient l'atelier veulent construire une importante campagne commune, défensive et offensive (propositions d'alternatives), en lien avec le secteur de l'agriculture (Via Campesina, UPA, etc.), de l'automobile et de l'eau, et en consolidant le lien entre le mouvement anti-guerre et le mouvement contre le libre-échange (ZLÉA, ALÉNA, etc.). ATTAC-Québec, à travers le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), sera appelé à y contribuer.

Dans la **rencontre des ATTAC du monde** et dans **l'atelier Europe/Amérique latine**, c'est la mobilisation autour du Sommet Amérique latine/Union Européenne, qui se tiendra à Vienne en mai 2006, qui a dominé. Il s'agit d'une importante rencontre entre les chefs d'États d'Europe et d'Amérique latine, portant sur le libre-échange. Dans le contre-sommet (10-13 mai), on veut organiser un Tribunal des transnationales, pas seulement symbolique mais jetant les bases de réelles procédures légales. Dans la rencontre Europe/Amérique latine, on a aussi insisté sur la compréhension réciproque que doivent avoir les uns des autres : les gens des Amériques n'ont pas compris l'importance pour le monde et pas seulement pour l'Europe du NON au traité constitutionnel européen (ou maintenant à la Directive Bolkestein sur les services) et les Européens doivent se sentir concernés par le dossier ZLÉA et cie car il a aussi un impact mondial.

Concernant la **Conférence sur les alternatives** (ASC, Alba, Mercosur), je retiens surtout l'intervention de Sara Larrain (Chili) qui a expliqué que le Mercosur (Marché commun du Cône sud avec Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay, Venezuela) repose sur les mêmes bases que les autres projets de libre-échange : processus démocratique faible, basé sur la croissance, axé sur les intérêts des milieux d'affaires. À l'opposé il faudrait un cadre constitutionnel fondé sur les droits et non sur les approches sectorielles (eau, énergie, etc.). Dans la séquence, elle a critiqué le projet de gazoduc défendu par Chavez, Lula et Kirchner dont les impacts sur l'intégrité du territoire et les populations sont graves sans que celles-ci ne soient consultées. Quant à l'**ALBA**, j'ai assisté à



une conférence surréaliste qui n'a pas eu lieu (!) mais où les nombreux participants tenaient à tout prix à discuter de l'Alternative bolivarienne de Chavez, ce nouveau type d'accord commercial basé sur la coopération (pétrole contre médecins cubains) plutôt que sur la concurrence.

### ***Le futur du FSM***

Le forum a donné lieu à une réflexion importante sur l'avenir du processus des forums sociaux mondiaux. Comme l'a fait observer avec humour un des panélistes, ces questionnements sont aussi vieux que le forum lui-même mais, comme il l'ajoute, mieux vaut poser la question avant qu'elle ne s'impose d'elle-même.

Depuis sa naissance en 2001, le forum a permis de construire et de promouvoir des espaces de dialogue et de coordination entre les mouvements sociaux, aux niveaux régional, continental et mondial; ce qui, en soi, est unique dans l'histoire de l'humanité. Le forum a ainsi été central dans la mobilisation qui a précédé l'intervention militaire des Etats-Unis en Irak. Les luttes contre l'ALCA et les traités de libre-échange, si elles sont antérieures au forum, ont aussi bénéficié de son existence et des réseaux qu'il a créés. Le fait que le forum soit un espace de coordination et de réflexion a également permis de créer un dialogue ouvert et remarquablement exempt de rapports de force.

Le constat, au lendemain du dernier forum social mondial (Porto Alegre, 2005), d'un certain « épuisement » du processus (si le forum conserve toute sa pertinence, il a perdu de son dynamisme initial) a amené certains organisateurs à vouloir innover. Cette volonté s'est exprimée dans le controversé « Manifeste de Porto Alegre » signé par dix-neuf personnalités.<sup>7</sup> Elle est également à l'origine de la formule polycentrique de cette sixième édition du forum.

Un important panel intitulé « Le forum social mondial : stratégies et campagnes » et réunissant entre autres François Houtart (CETRI/Belgique), Samir Amin (Forum mondial des alternatives) et Bernard Cassen (ATTAC-France), s'est penché sur le rôle et l'avenir du forum.

Samir Amin a d'abord expliqué la démarche derrière l'Appel de Bamako, lancé le 18 janvier par les participants au Forum social mondial de Bamako (voir section « sites et références »). À l'invitation de quatre organisations (maliennes, panafricaine, tricontinentale et mondiale), 300 participants se sont réunis pendant une journée et demie au sein d'une dizaine de commissions pour formuler des propositions concrètes. L'Appel de Bamako va plus loin que le Manifeste de Porto Alegre dans l'analyse de la conjoncture et du rapport de force et dans la formulation de propositions. Toujours selon Samir Amin, le principal défi est de contribuer à l'émergence d'acteurs politiques nouveaux à la hauteur des défis actuels. Bernard Cassen a ajouté que l'idée était de faire ressortir de la foule de propositions issues du forum un certain nombre de

---

<sup>7</sup> La controverse ne concernait pas les propositions contenues dans le manifeste mais l'idée même de manifeste, que certains considéraient contraire aux statuts du FSM (voir les références en fin de document pour le texte du manifeste).

propositions cohérentes et consensuelles. Tous deux ont insisté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un programme politique, mais de « propositions pour un programme d'action ».

Bernard Cassen a ensuite abordé la question délicate du rapport au politique. On peut relever deux approches : celle (associée à John Holloway) qui soutient que le pouvoir ne passe pas nécessairement par la prise de pouvoir politique, et celle qui avance que le changement passe par la démocratie politique. Cassen défend cette dernière, et argumente que si les mouvements sociaux doivent demeurer résolument indépendants du pouvoir politique, ils ne doivent pas nécessairement voir ce dernier comme un ennemi.

Un autre défi est de faire du forum un événement véritablement mondial. Le pilier « historique » du forum se trouve en Amérique Latine et en Europe. Des liens se sont rapidement tissés avec les mouvements sociaux d'Amérique du Nord; puis, avec le FSM de Mumbai (2004), avec ceux d'Asie. Cet élargissement est non seulement géographique mais culturel et social; le forum de Mumbai en particulier a contribué à élargir les thèmes et les préoccupations. Le FSM 2007 qui se tiendra à Nairobi, au Kenya, devrait permettre de renforcer le processus en Afrique, mais le FSM est encore largement absent du monde arabe et d'une bonne partie de l'Asie.<sup>8</sup>

### *Assemblée mondiale des peuples\**

Cette assemblée des mouvements sociaux ayant participé au forum clôturait le FSM. Les représentants de ces mouvements présentaient des propositions qui témoignent d'une certaine évolution du FSM, et surtout du fait que les altermondialistes commencent à dépasser le procès du néo-libéralisme pour avancer des alternatives au capitalisme en tant que tel. Le thème dominant des propositions d'action est l'opposition à la marchandisation du monde et à la militarisation : le refus de la privatisation de l'eau, de l'éducation, de la santé et des services publics en général. Très importantes également les nombreuses propositions contre la marchandisation de l'agriculture pour la défense des petits agriculteurs partout dans le monde (dans les pays développés comme dans ceux du Sud). Les luttes doivent être menées pour assurer la sécurité alimentaire partout dans le monde contre les intérêts des multinationales et de l'agrobusiness.

Les efforts faits pour conclure la ZLEA et faire avancer l'AGCS ainsi que la signature d'accords bilatéraux entre les États-Unis, l'Union Européenne et le Canada, d'une part, et certains pays du Sud d'autre part, ont fait l'objet de nombreuses dénonciations et d'appels à l'action. Quelques propositions portaient sur les conflits actuels : Irakien, israélo-palestinien, Afghanistan, ainsi que sur les interventions militaires en Colombie et au Paraguay. Enfin, de nombreuses propositions portaient sur l'amélioration de la condition des femmes et des enfants dans le monde et plus généralement sur la protection des droits des minorités.

On trouvera en annexe l'appel de cette assemblée (texte français et espagnol).

---

<sup>8</sup> Des efforts sont actuellement en cours pour organiser un forum dans le monde arabe.

## **ATTAC et le Forum social mondial**

En plus de sa présence à une multitude d'activités, ATTAC-Québec a participé à la réunion des ATTAC du monde : voir rapport à l'annexe A

### ***Atelier présenté par ATTAC-Québec***

- « Les paradis fiscaux, la bourse, les fonds spéculatifs et les produits financiers dérivés »  
*Raymond Favreau & Karine Peschard*

Une quarantaine de personnes ont participé à l'atelier d'ATTAC-Québec, qui portait sur « Les paradis fiscaux, la Bourse, les fonds spéculatifs et les produits financiers dérivés ». L'atelier a suscité beaucoup d'intérêt. Il faut dire que parmi les quelques 1800 activités, notre atelier était le seul à aborder la question de la grande criminalité financière.

Les notes de l'atelier sont disponibles sur le site d'ATTAC-Québec à :

[www.quebec.attac.org](http://www.quebec.attac.org)

- « Néolibéralisme et université »

Robert Jasmin était invité à participer à un panel organisé par Alter-UQAM sur le néolibéralisme au sein des universités.

Autres participations à noter :

- Robert Jasmin était l'un des représentants du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), dont ATTAC fait partie. À ce titre, il a participé au grand événement présidé par le président Hugo Chavez.
- Grâce à l'implication d'ATTAC au sein du RQIC, Catherine Caron et Ghislaine Raymond ont pu participer à une rencontre privée de militants sur le sujet de l'OMC, organisée par l'Alliance sociale continentale (ASC).
- Raymond Favreau a participé à une rencontre des coordonnateurs des conseils scientifiques d'ATTAC et consolidé les liens et les échanges avec ceux-ci.

### ***Retombées***

- Rapport du CA d'ATTAC-Québec
- Rencontre «Retour de Caracas » réunissant la délégation d'ATTAC-Québec, samedi 11 février 2006 à Montréal, pour faire le point et partager nos expériences.
- Emission Grain de sable d'ATTAC Capitale Nationale (CKRL) lundi 30 janvier, 9h-10h, l'émission peut être écoutée à partir du site : [www.ckrl.qc.ca](http://www.ckrl.qc.ca)
- Participation de membres d'ATTAC\_Québec à une émission à Radio Ville Marie, le samedi 4 février 2006, entre 11h-12h
- Participation de Dan Marquez, Robert Jasmin et de quelques jeunes membres d'ATTAC à l'émission Enjeux (Les jeunes et l'engagement politique) diffusée le 4 mars 2006.
- Robert Jasmin a donné une entrevue pour la radio de Radio-Canada (en direct depuis Caracas) et a fait un suivi tous les matins avec une émission réseau de radio Canada.

Le plus important, peut-être, est l'expérience acquise par tous les membres qui ont participé, pendant une semaine à des dizaines d'ateliers et d'activités où ils ont côtoyé d'autres militants venus du monde entier. Tous les participants reviennent avec une expérience consolidée de ce que sont les FSM. Certains, qui s'y rendent depuis le début, sont en mesure d'en analyser l'évolution. Pour d'autres, ce fut une première expérience. Dans les deux cas, cela est précieux pour enrichir le travail militant d'ATTAC ainsi que notre implication active dans l'organisation du Forum social québécois en juin 2007. Mais plus que tout, ce que tous en ont retiré, c'est un bain d'énergie et le renforcement de la conviction qu'un autre monde est possible, si tous unissent leurs énergies pour travailler à le construire.

## DOCUMENTS ET SITES EN LIEN AVEC LE FSM

- ☑ ATTAC-Québec : [www.quebec.attac.org](http://www.quebec.attac.org)
- ☑ Alternatives : [www.alternatives.ca](http://www.alternatives.ca)
- ☑ Appel de Caracas : [www.michelcollon.info](http://www.michelcollon.info)
- ☑ Site du FSM Caracas : [www.forosocialmundial.org.ve](http://www.forosocialmundial.org.ve)
- ☑ Site du FSM Bamako : [www.fsmmali.org](http://www.fsmmali.org)
- ☑ Site du FSM Karachi : [www.wsf2006karachi.org](http://www.wsf2006karachi.org)
- ☑ Appel de Bamako, 18 janvier 2006 : [www.abcburkina.net](http://www.abcburkina.net)
- ☑ Manifeste de Porto Alegre (FSM 2005) : [www.france.attac.org/a3993](http://www.france.attac.org/a3993)
- ☑ RQIC : <http://rqic.alternatives.ca>

## Annexes

### Annexe A

#### **Réunion des délégations ATTAC du monde présentes à Caracas (mercredi 25 janvier 2006 matin) Salon Cedro au Hilton**

*CR rédigé par Claude Bauhain (Paris Centre) et Geneviève Coiffard-Grosdoy (44 St-Nazaire)*

Les ATTAC présents étaient invités à se présenter et indiquer brièvement leurs campagnes et actions principales (ci-dessous par ordre alphabétique, sauf Venezuela, qui nous accueille, en premier).

N.B. Certains ATTAC étaient présents à Bamako, et ne sont pas venus à Caracas.

#### **Venezuela**

ATTAC Venezuela est née en 2002 et compte pour l'instant 15 personnes actives.

Travaille dans le cadre de la Misión Education pour compléter la formation économique (thèmes FMI, Libre-échange). Pour l'année qui vient, travail sur les traités de libre-échange avec l'Union Européenne et les dangers qu'ils représentent pour l'Amérique latine.

### **Allemagne**

15000 membres (dont organisations) : actions contre OMC, libéralisation des services et Bolkestein ; préparent le prochain G8 en Allemagne et réfléchissent sur l'émergence d'un nouveau parti de gauche en Allemagne.

### **Autriche**

Créé en 2002, 3000 adhérents

Actions sur OMC, Services publics et AGCS, sur l'agriculture (Hong Kong)

Relations Europe Amérique latine (présidence autrichienne de l'UE).

### **Canada (Québec)**

1000 membres

Campagnes sur le libre-échange et l'ALENA

Campagne très importante sur villes et collectivités hors AGCS

Education populaire : des 'brigades' font des conférences auprès des jeunes (beaucoup d'adhérents jeunes)

Campagne sur les impôts et le remboursement de la dette publique au Canada qui a le plus faible ratio dette publique/PIB.

Bientôt première plaquette de leur conseil scientifique 'Où va l'argent'.

### **Chili**

3 à 4000 abonnées au courrier d'information, une centaine d'adhérents actifs

Organisation du 1er forum social chilien, le deuxième en préparation. Thème principal : la critique des traités de libre-échange avec USA et UE (peu connus au Chili) et leurs effets négatifs sur la balance commerciale.... Avec la Chine le Chili a un accord sectoriel, et non de libre échange.

### **Equateur**

ATTAC a participé aux actions qui ont chassé le précédent président. Des membres d'ATTAC sont entrés au gouvernement, ont fait des propositions sur la politique commerciale et ont obtenu des changements législatifs. Mais le gouvernement a changé de position au bout de trois mois sous la pression des USA.

### **Espagne**

1500 adhérents et 6000 abonnés à la liste d'information

Il existe une commission nationale sur l'OMC et l'AGCS. Travail d'éducation populaire sur les conséquences des traités sur la vie des gens. Campagne sur les collectivités hors AGCS.

### **Finlande**

1000 membres (effectif stable).

Paradis fiscaux, commerce et taxations internationales. Commence une campagne sur 'l'état de bien-être' dans les pays nordiques.

### **France**

Campagne contre l'OMC : libre-échange, commerce des produits agricoles, AGCS (préparation de livres).

La commission 'Territoires et mondialisation' est très investie dans la campagne 'collectivités hors AGCS', participation aux coordinations pour Liège (grand succès) et Genève (en préparation).

OMC 10 ans ça suffit : campagne menée par une coalition très large.

Quatre campagnes permanentes : dette, taxes globales, OMC et paradis fiscaux.

### **Italie**

3000 membres, 45 comites locaux.

Mobilisation contre politique néolibérale du président Berlusconi, action en reseau contre l'OMC et directive Bolkestein.

### **Pérou**

Une personne représentant le 'Forum Solidaridad Perú' qui a coordonne des actions contre la libéralisation du commerce, contre la pauvreté et participe a la campagne du 'ruban blanc' contre l'OMC.

Le 'Forum solidarité Peru' publie un journal électronique une fois par semaine avec articles sur le commerce international, les multinationales qui font perdurer une forme de colonisation au Pérou (en particulier les multinationales minières du Canada et des USA qui contaminent par le plomb des populations andines).

Succès d'une lutte contre l'installation d'une entreprise minière canadienne dans une région de production agricole.

### **Suisse**

4000 membres

Mobilisations a Genève (siège de l'OMC) contre les réunions de préparation des grands sommets (Hong Kong et ceux qui vont suivre)

Campagne contre l'AGCS : les plus grandes villes de Suisse se sont déclarées hors AGCS , préparation de la prochaine réunion des collectivités hors AGCS a Genève.

### **Belgique**

ATTAC Belgique est présente au Forum, mais avait en même temps un autre séminaire.

Une amie allemande a parlé pour ATTAC **Argentine** absente : environ 15 adhérents, cherche a être un pont entre les différents mouvements de la société civile , jusqu'ici a travaillé sur l'ALCA et prévoie cette année un travail sur l'OMC avec un séminaire important (universitaires, participations internationales).

### **Colombie**

La personne présente ne fait pas partie d'ATTAC, mais de l'Observatoire sur l'ALCA et le libre-échange de l'Université libre de Colombie

### **Annexe B**

**Appel de Caracas** (en français)

Voir : <http://alainet.org/active/10954>